

*Le budget—M. Crosbie*

Je voulais faire une autre réflexion à propos des chiffres qui ont été donnés à la Chambre. Il s'agit de prévisions pour cinq ans. Comme je l'ai dit hier, le gouvernement a prévu, cela va de soi, des déficits faramineux, s'élevant au total à 142.1 milliards de dollars pour les cinq prochaines années. C'est une série de déficits énormes et une terrible augmentation des dépenses. Ces prévisions sont-elles exactes?

Le gouvernement prévoit devoir verser 114 millions rien qu'en intérêts et emprunter 119 millions. Ces chiffres sont-ils exacts? Comme vous le savez, monsieur le Président, nous ignorons sur quels taux d'intérêt le gouvernement base ses calculs. D'après les déclarations du gouvernement, nous savons qu'il se fonde sur des chiffres bizarres pour prévoir ses dépenses. Ainsi, le gouvernement prétend que cette année, les dépenses totales s'élèveront à 90.076 milliards de dollars, et qu'elles atteindront 99.3 milliards l'année suivante, 108.5, 118.4 et 128.3 milliards les années suivantes. C'est ce que nous dit le gouvernement.

● (1115)

C'est une augmentation de 7.6 p. 100 cette année, de 5.3 p. 100 en 1985, de 5.6 p. 100 en 1986 et de 6 p. 100 en 1987. Voilà quelle sera l'augmentation proportionnelle des dépenses chaque année.

Le gouvernement dit que, durant cette période, le coût de la vie augmentera. En 1984, l'augmentation sera de 5.2 p. 100; elle sera de 5.3 p. 100 en 1985, de 4.8 p. 100 en 1986 et de 4.5 p. 100 en 1987. D'après le gouvernement, le produit national brut augmentera aussi pendant cette période. Il progressera de 10.3 p. 100 en 1984, de 9.3 p. 100 en 1985, de 9.1 p. 100 en 1986 et de 8.3 p. 100 en 1987.

Comparons les augmentations proportionnelles des dépenses du gouvernement ou les augmentations que le gouvernement prévoit pour chaque année. Nous constatons notamment qu'en 1985, ses dépenses augmenteront, d'après lui, de 5.3 p. 100 et que la hausse du coût de la vie sera absolument identique. Nous savons que ces prévisions n'ont absolument aucune chance d'être exactes. Par conséquent, nous savons que sous le régime actuel, les déficits seront encore plus terribles.

En voyant que d'après le gouvernement, le PNB augmentera de 9.3 p. 100 en 1985 alors que ses dépenses n'augmenteront que de 5.3 p. 100, nous savons que les chiffres que le ministre veut faire passer pour des prévisions sont dans une large mesure fictifs.

Cette réflexion en amène une autre, monsieur le Président. Voyons si les prévisions que le gouvernement révèle à la Chambre ou aux Canadiens sont habituellement exactes. J'espère bien que cela n'ennuiera pas les députés car il me faudra quelques minutes.

Soit dit en passant, j'ai des déclarations à citer. En 1969-1970, le premier ministre a déclaré, le 13 août, que nous irions à la ruine financière si l'on ne faisait rien pour restreindre les dépenses. C'est ce que le premier ministre a dit en 1969-1970, monsieur le Président. Cette année-là, nous avons dépensé 13.8 milliards de dollars. C'est le montant qu'atteignaient les dépenses du gouvernement au moment où le pauvre premier ministre nous a dit que nous nous acheminions vers une catastrophe financière si l'on n'arrivait pas à mettre un frein aux dépenses. Nous avons eu un surplus de 493 millions de dollars cette année-là, et notre dette était de 18.1 milliards. Il y a 14

ans, le premier ministre redoutait déjà de nous voir courir à l'abîme.

Voici une observation qui peut présenter un certain intérêt, monsieur le Président. Le 8 mai 1972, M. John Turner a dit:

La vérité toute nue est qu'on ne saurait tout faire à la fois, ne disposant tout simplement pas des ressources nécessaires. La politique fiscale n'est pas de portée illimitée. Les stimulants et les réajustements ont une fin.

Les dépenses totalisaient à ce moment-là 20.8 milliards de dollars et la dette nette 18.8 milliards. Peut-être verra-t-on ce personnage ressusciter cette année si l'on n'assiste pas à la deuxième résurrection du premier ministre, qui battrait ainsi le record établi il y a plusieurs milliers d'années; dans le cas contraire peut-être verra-t-on alors M. Turner réapparaître! Le 19 novembre 1974, il a dit:

Nous devons tout mettre en œuvre, dans les limites du possible, pour freiner l'augmentation des dépenses de l'État... Nous tâcherons, comme par le passé, de réduire le gaspillage, de limiter la croissance de la Fonction publique et de n'approuver, en fait de programmes nouveaux, que les plus importants.

C'était la politique du gouvernement en 1974-1975. Les dépenses totalisaient à ce moment-là 30.8 milliards, le déficit atteignait 1.7 milliard et la dette nette 21.1 milliards.

L'année suivante, le 23 juin 1975, M. Turner a dit dans son discours du budget:

Le gouvernement se propose donc de donner l'exemple en matière de restrictions, en exerçant une surveillance très rigoureuse sur ses activités et ses programmes.

A-t-on déjà été témoin de telles protestations d'austérité et de contrôle financier monsieur le Président? Or, il a dépensé 36.5 milliards de dollars et a fait passer le déficit à 5.4 milliards et la dette nette à 22.9 milliards. Puis vint M. Donald Macdonald, le président actuel d'une commission royale d'enquête chargée d'étudier les perspectives économiques du Canada. Le 25 mai 1977, il a dit:

Si nous voulons atteindre nos objectifs de contrôle des dépenses, nous devons faire preuve de prudence dans l'établissement de nouveaux programmes et réduire au minimum les ressources nécessaires au fonctionnement des programmes existants... Il importe que ces déficits record diminuent.

C'était le vœu pieux que faisait M. Donald Macdonald, le génie qui dirige actuellement la commission royale Macdonald. Lui, il a dépensé 40.3 milliards de dollars, son déficit a atteint 6.2 milliards et la dette nette 28.3 milliards. Il a présenté un autre budget l'année suivante. Le 31 mars 1977, à cette occasion-là, il a dit:

Le contrôle des dépenses publiques fait partie intégrante de la politique de lutte contre l'inflation. D'après le gouvernement, les restrictions sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'au début du programme.

Ses dépenses cette fois se sont élevées à 45.5 milliards de dollars, le déficit atteignant 10.8 milliards et la dette nette 34.6 milliards. A force de compressions, monsieur le Président, le caucus libéral souffre de hernie.

● (1120)

En 1978-1979, le nouveau ministre des Finances, l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), qui est parti en campagne, a déclaré le 16 novembre que le gouvernement était plus déterminé que jamais à restreindre ses dépenses au maximum. Combien a-t-il dépensé? Il a dépensé 49.3 milliards de dollars. Quel a été son déficit? Il a été de 12.2 milliards. A combien s'élevait la dette nette au début de l'année financière? A 44.8 milliards de dollars.